

Suspension du parti - Réponse BEN de l'UFD

Chers membres de l'UFD,

Mesdames et Messieurs,

Dans un document interne signé le 08 Août 2015 depuis Conakry, Monsieur le Président du Conseil Permanent, Président de l'UFD, Mamadou BAH Baadiko, invite les membres statutaires des instances nationales à se prononcer par écrit et dans les meilleurs délais (avant le 14 Août 2015) sur la tenue d'un Congrès extra ordinaire pour le règlement des questions relatives aux points suivants :

1. Participation ou non de l'UFD à la prochaine présidentielle ;
2. Règlement Intérieur de l'UFD (compte 4ème congrès) ;
3. Attributions et fonctionnement des organes dirigeants de l'UFD .

Dans cette note circulaire, M. Bah ordonne que les écrits-réponses soient directement adressés au Secrétariat Administratif du Conseil Permanent (1). Par ailleurs, M. Bah décrète, qu'en attendant, toutes les activités de l'UFD soient suspendues jusqu'à nouvel ordre (2).

Nous notons deux manquements graves aux dispositions statutaires dans ces décisions du Président du Conseil Permanent, Président de l'UFD, Mamadou BAH Baadiko.

1)- Une volonté de mettre hors-service le BEN qui est, en vertu de l'article 25 des statuts en vigueur dont il dit se référer lui-même (article 27 des statuts), l'Organe de coordination, d'administration, de gestion et d'implantation du parti.

2)- Aucune personne dans le parti, quel que soit son rang ou son importance, n'a le droit ni le pouvoir de décréter une suspension des activités du parti.

Nous rappelons que des groupes qui se sont déjà constitués et qui ont fait acte d'adhésion au parti (message au groupe du dimanche 2 aout à 19:18:47 avec leur liste partielle) ont déjà lancé leur communiqué de réunion pour la mise en place de la fédération UFD-Allemagne le 22 aout prochain.

En Guinée, beaucoup ont créé des partis uniquement pour avoir des projecteurs sur eux. Nous sommes venus dans cette dynamique parce que nous pensions et on nous avait assuré que ce parti fonctionnait de façon démocratique et qu'il était mieux que les autres.

Suspendre les activités du parti à la veille des élections et au moment où des démarches sont en cours pour un dialogue national de sortie de crise, c'est du jamais vu !

Le CP, même réuni dans son ensemble, n'a aucun mandat pour suspendre les activités du parti ou imposer une décision au BEN, à plus forte raison une décision du 1/3 de ses membres.

Les décisions qui s'imposent au BEN sont des résolutions qui émanent du Congrès ou du Conseil National. Les Statuts sont clairs là-dessus (articles 25, 31 et 32).

Nous ne saurons donc accepter une décision individuelle et anti-statutaire de suspendre les activités du parti.

Par ailleurs, comme le souligne le 2ème Vice-président de l'UFD, Me Bassirou Barry, pour les raisons évoquées par le Président pour convoquer un Congrès extraordinaire, les statuts prévoient la convocation par le CP d'une Session Extraordinaire du **Conseil National** et non d'un Congrès Extraordinaire.

Un parti qui ne fonctionne pas démocratiquement ne peut pas dire qu'il lutte pour instaurer la démocratie dans le pays. C'est pourquoi nous invitons le CP ainsi que le Président de l'UFD à respecter les membres du parti et à veiller au respect scrupuleux des statuts issus du congrès des 13 et 14 juin dans l'intérêt supérieur du parti.

Lundi, 10 aout 2015.

Signé de plusieurs membres du BEN dont le Secrétaire général en tête.